

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-ter N. 26

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

56^a Sessione ordinaria
(Parigi, 2-4 giugno 2009)

Raccomandazione n. 837 ⁽²⁾

Sui veicoli blindati europei: i programmi in corso

Trasmessa il 1^o luglio 2009

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant l'importance du marché européen des véhicules blindés pour les capacités industrielles et les commandes en cours et futures, et comme démonstration du pouvoir d'adaptation et d'innovation technologique de l'Europe;

(ii) Soulignant le rôle opérationnel majeur joué par les véhicules blindés, à roues et sur chenilles, dans les opérations militaires européennes, notamment en Afghanistan, et les missions de stabilisation et de maintien de la paix menées par les

Nations unies, l'OTAN et l'Union européenne;

(iii) Considérant que les matériels terrestres européens sont parmi les meilleurs au monde en termes de capacités, de solutions techniques et technologiques et de protection des personnels à bord;

(iv) Considérant que les véhicules blindés européens de toutes catégories sont égaux ou supérieurs aux matériels américains équivalents, ce qui pourrait contribuer au développement de synergies transatlantiques dans ce domaine;

(v) Considérant, à ce titre, que les Etats européens doivent oeuvrer ferme-

⁽²⁾ Adoptée par l'Assemblée le 3 juin 2009, au cours de sa 2^{ème} séance plénière.

ment en faveur d'une plus grande ouverture du marché américain de la défense aux produits et solutions proposés par les industries européennes de défense;

(vi) Considérant que l'état actuel du marché, de l'industrie et des programmes ne laisse pas entrevoir de réelles possibilités en matière de programmes de véhicules blindés communs;

(vii) Constatant que les entreprises du secteur coopèrent entre elles sur des projets communs ou travaillent de manière complémentaire sur des plateformes, systèmes et sous-systèmes, tout en restant compétitives au niveau national et international;

(viii) Considérant que la coopération intergouvernementale dans le domaine des véhicules blindés doit être précédée par une harmonisation des besoins opérationnels entre les Etats européens concernés et par la définition de standards de base communs;

(ix) Considérant que ces deux tâches reviennent en priorité à l'Agence européenne de défense, en consultation et coopération avec les Etats membres participant à l'Agence;

(x) Considérant que les Etats européens ont la responsabilité, dans la crise économique actuelle, de veiller à ce que les entreprises européennes de matériels terrestres puissent continuer à bénéficier de commandes stables, ainsi que de crédits et de garanties financières pour faire face aux conséquences de la crise internationale du crédit;

(xi) Soulignant que le secteur industriel des véhicules blindés est déjà suffisamment consolidé à l'échelle de l'Europe et que les Etats qui recherchent une plus grande consolidation doivent veiller à maintenir les ressources humaines, techniques et technologiques à un niveau satisfaisant pour la préservation et le développement de la base industrielle et technologique de défense européenne;

(xii) Considérant, à ce sujet, qu'il est très important d'investir dans l'éducation et la formation d'ingénieurs et de techniciens et dans l'innovation technologique, à la fois civile et de défense, afin de maintenir le haut niveau que l'Europe a atteint dans le domaine des véhicules blindés et autres matériels terrestres et de faire face à la compétition actuelle et future des Etats-Unis, de la Russie et d'autres pays;

(xiii) Considérant que tout en respectant leurs lois nationales et leurs engagements européens et internationaux en matière d'exportation et de transferts d'armements, les Etats européens doivent veiller à ne pas pénaliser leurs entreprises face à des concurrents qui n'ont pas les mêmes contraintes;

(xiv) Considérant que les deux directives de la Commission européenne sur les marchés publics d'équipements de défense et sur les transferts d'équipements et de technologies de défense contribuent à rendre le marché européen plus transparent et plus flexible;

(xv) Considérant qu'il est nécessaire aussi d'envisager des mesures spécifiques au profit des petites et moyennes entreprises du secteur qui prennent mieux en compte leurs spécificités et leur dépendance envers les grandes entreprises dans le domaine des équipements de défense terrestres, maritimes et aériens;

(xvi) Considérant que parallèlement aux initiatives prises par l'Agence européenne de défense dans ce domaine, c'est avant tout aux Etats membres participants qu'il incombe de s'accorder sur des solutions pragmatiques en matière d'offsets lors des contrats de vente d'équipements de défense en Europe;

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO, EN TANT QUE MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

1. A veiller à ce que les industries européennes de véhicules blindés et de

matériels terrestres continuent à bénéficier de commandes stables à long terme;

2. A oeuvrer à l'ouverture du marché américain des équipements de défense aux produits européens dans des conditions de réciprocité;

3. A encourager, par des mesures fiscales appropriées, les investissements dans le secteur des industries de défense terrestres, maritimes et aériennes;

4. A veiller à ce que les réglementations nationales et européennes en matière de transferts et d'exportation d'équipements de défense ne pénalisent pas les entreprises européennes face à la compétition sur le marché international;

5. A oeuvrer de manière concrète et pragmatique à une harmonisation des besoins opérationnels et des standards de base des équipements de défense, à la définition d'objectifs mesurables et à la mise en place d'un calendrier précis;

6. A encourager les Etats membres à définir une politique européenne com-

mune, interne au marché européen, en matière d'offsets;

7. A veiller à ce que les conséquences de la crise économique internationale n'affectent pas durablement le secteur des industries de défense et à s'attacher à préserver les capacités humaines spécialisées du secteur;

8. A veiller à ce que l'Europe continue à former les ingénieurs et les cadres techniques nécessaires au maintien et au développement de la base industrielle et technologique de défense européenne;

9. A favoriser, au niveau national et européen, les investissements dans la recherche, le développement et l'innovation technologique civile et de défense pour préserver les avantages européens face à la compétition internationale;

10. A maintenir l'Assemblée informée des programmes nationaux, européens et transatlantiques de développement et d'acquisition en commun d'équipements de défense.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione 837 (2)

Sui veicoli blindati europei: i programmi in corso

L'ASSEMBLEA,

(i) Considerando l'importanza del mercato europeo dei veicoli blindati per la capacità industriale dell'Europa e gli ordini attuali e futuri e come dimostrazione del suo potere di adattamento e innovazione tecnologica;

(ii) Sottolineando il fondamentale ruolo operativo svolto dai veicoli blindati, a ruote e cingolati, nelle operazioni militari europee, in particolare in Afghanistan, nonché nelle missioni di *peacekeeping* e di stabilizzazione condotte dall'ONU, dalla NATO e dall'UE;

(iii) Considerando che gli equipaggiamenti di terra europei sono tra i migliori al mondo in termini di capacità, soluzioni tecniche e tecnologiche e di tutela del personale a bordo;

(iv) Considerando che i veicoli blindati europei di tutte le categorie sono superiori o uguali ai loro equivalenti americani e che ciò potrebbe contribuire allo sviluppo della sinergia transatlantica in tale contesto;

(v) Considerando, a tal proposito, che gli Stati europei devono operare in favore di un mercato americano della difesa più aperto ai prodotti e alle soluzioni proposte dalle industrie europee di difesa;

(vi) Considerando che lo stato attuale del mercato, dell'industria e dei programmi non lascia intravedere reali possibilità in materia di programmi comuni per la realizzazione di veicoli blindati;

(vii) Costatando che le imprese del settore della difesa, in questo ambito cooperano su progetti comuni o lavorano in maniera complementare su piattaforme, sistemi e sottosistemi, pur rimanendo competitive sui mercati nazionali e internazionali;

(viii) Considerando che la cooperazione intergovernativa nel settore dei veicoli blindati richiede un'armonizzazione dei requisiti operativi tra gli Stati europei interessati e una definizione degli standard di base comuni;

(ix) Considerando che questi due compiti costituiscono una priorità per l'Agenzia di difesa europea, di concerto e in collaborazione con gli Stati Membri che partecipano all'Agenzia;

(x) Considerando che nell'attuale crisi economica gli Stati europei hanno la particolare responsabilità di garantire che le industrie europee degli equipaggiamenti di terra continuino a beneficiare di ordini stabili e di prestiti e garanzie finanziari, al

(2) Adottata dall'Assemblea il 3 giugno 2009 nella 2ª seduta.

fine di affrontare le conseguenze della crisi internazionale del credito;

(xi) Sottolineando che l'industria dei veicoli blindati è già sufficientemente consolidata a livello europeo e che gli Stati che ricercano un maggiore consolidamento devono impegnarsi a mantenere le risorse umane, tecniche e tecnologiche ad un livello sufficiente a preservare e sviluppare la base tecnologica e industriale della difesa europea;

(xii) Considerando, a tal proposito, che è molto importante investire nell'istruzione e nella formazione di ingegneri e tecnici e nell'innovazione tecnologica, sia nel settore civile che in quello della difesa, al fine di mantenere l'alto livello raggiunto dall'Europa nel settore dei veicoli blindati e di altri equipaggiamenti di terra nei confronti della concorrenza presente e futura degli Stati Uniti, della Russia e di altri paesi;

(xiii) Considerando che, nel rispetto delle proprie leggi nazionali e degli impegni europei e internazionali assunti in materia di esportazione e trasferimenti di armamenti, gli Stati europei devono far sì che le loro imprese non vengano penalizzate nei confronti dei concorrenti che non hanno gli stessi vincoli;

(xiv) Considerando che le due direttive della Commissione europea in materia di approvvigionamenti per la difesa e di trasferimenti di equipaggiamenti e tecnologie contribuiscono a rendere il mercato europeo più trasparente e flessibile;

(xv) Considerando che è anche necessario prevedere misure specifiche per piccole e medie imprese in tale settore, che prendano maggiormente in considerazione le loro peculiarità e la loro dipendenza dalle grandi imprese nel settore degli equipaggiamenti di terra, marittimi e aerei;

(xvi) Considerando che parallelamente alle iniziative prese dell'Agenzia di

difesa europea in tale ambito, spetta innanzitutto agli Stati membri partecipanti accordarsi su soluzioni pragmatiche in materia di scambi di compensazione legati ai contratti per la vendita di equipaggiamenti per la difesa in Europa,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI DELL'UEO, IN QUANTO MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA, A

1. garantire che le imprese europee di veicoli blindati e equipaggiamenti di terra continuino a beneficiare di ordini stabili a lungo termine;

2. impegnarsi affinché il mercato americano degli equipaggiamenti per la difesa sia aperto ai prodotti europei in condizioni di reciprocità;

3. favorire, per mezzo di opportuni incentivi fiscali, gli investimenti nel settore industriale degli equipaggiamenti per la difesa di terra, marittimi e aerei;

4. garantire che le norme nazionali e europee in materia di trasferimenti e esportazione di equipaggiamenti per la difesa non penalizzino le imprese europee nei confronti della concorrenza non europea sul mercato internazionale;

5. adottare misure tangibili e pragmatiche al fine di armonizzare i bisogni operativi e gli standard di base degli equipaggiamenti per la difesa, definendo obiettivi misurabili e un calendario esatto;

6. incoraggiare gli Stati Membri a definire una politica europea comune in materia di compensazioni per il mercato europeo;

7. garantire che il settore della difesa non subisca, in maniera permanente, le conseguenze della crisi economica internazionale e impegnarsi al fine di preservare le capacità tecniche in tale settore;

8. impegnarsi a garantire che l'Europa continui a formare ingegneri e personale

tecnico in numero necessario a mantenere e sviluppare la base industriale e tecnologica della difesa europea;

9. accrescere, a livello nazionale e europeo, gli investimenti nel settore della ricerca, dello sviluppo e dell'innovazione tecnologica nei settori civile e della difesa,

al fine di preservare la competitività europea sul mercato internazionale;

10. informare costantemente l'Assemblea sui programmi di cooperazione nazionali, europei e transatlantici per lo sviluppo e l'acquisto degli equipaggiamenti per la difesa.